



BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE DU BAS-CONGO

1, avenue des FAC, Commune de Matadi, Matadi-Bas Congo – République Démocratique du Congo
Tél. : 0811685272 E-mail: bascongo@rrssj-rdc.org Site web: <http://www.rrssj-rdc.org>

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République Démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU BAS-CONGO
NOVEMBRE 2014**

Introduction

Le Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice a signé un accord de partenariat avec Eastern Congo Initiative [ECI], ONG de droit américain, pour une durée de douze mois. La subvention relative à cette convention concerne principalement la mise en place et l'opérationnalisation d'un Groupe de Travail, composé d'Organisations de la Société Civile de Kinshasa et de la partie Est de la République démocratique du Congo, devant assurer le suivi de l'application de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région et celle de la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations unies.

La mise en œuvre du « Projet ECI » vise également l'amélioration de la réforme du secteur de sécurité, en particulier la réforme de l'Armée dans l'Est de la RDC. Les cinq sites du projet sont les suivants: Bunia, Goma, Bukavu, Kindu et Kalemie. Mais, pour plus de visibilité et d'impact sur terrain, il a été convenu que les activités à réaliser touchent l'ensemble du territoire national. C'est à ce titre que les Coordinations Provinciales du RRSSJ sont directement impliquées dans l'exécution de certaines activités, tels que le travail de terrain pour le monitoring de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098, le plaidoyer (aux niveaux local et national), la mobilisation communautaire, l'interaction avec les acteurs étatiques et ceux de la Société Civile...

Le RRSSJ/Bas-Congo présente ici un condensé du rapport de son implication dans le projet pour répondre à certaines préoccupations du BCN-RRSSJ, notamment dans la réalisation de certaines activités durant le mois de novembre 2014.

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

La situation sécuritaire semble être calme sur toute l'étendue de la province, malgré ces quelques faits dénotant l'insécurité :

Regain d'insécurité à Boma

L'insécurité a refait surface dans la ville de Boma, située à plus de 100 km à l'Ouest de Matadi. En l'espace d'une semaine, un corps a été retrouvé au quartier Sayiko et le Complexe scolaire Mwanda-Vuidi a été cambriolé par des bandits armés. Au mois de septembre dernier, la ville de Boma avait enregistré trois cas de vols armés. Cette situation a été au centre de la réunion du conseil de sécurité de la ville, tenue samedi 08 novembre, sous la conduite de la Maire de la ville, Marie-Josée NYONGO Nsuami.

Des malnutris à la prison de Mbanza-Ngungu

Les détenus de la prison de Mbanza Ngungu souffrent de malnutrition. Le constat est de Maguy SAKINA, vice-ministre des Droits humains. En mission de service au Bas-Congo, elle visite prisons, cachots des parquets civils et militaires. Elle est accompagnée par les membres du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme(BCNDH). " Sur les 267 détenus et prisonniers de la maison carcérale de Mbanza-Ngungu, huit souffrent de malnutrition", révèle les statistiques mises à la disposition de Madame SAKINA. Selon le directeur de la prison centrale de Mbanza-Ngungu, en octobre dernier la prison n'a reçu aucun fonds pour l'alimentation des prisonniers et ceux reçus en novembre sont six fois inférieur au besoin". Pour nourrir les prisonniers et détenus, Mbanza-Ngungu a besoin de plus de 8 millions des FC (plus de 9.000\$).

Quant à l'infirmerie, elle ne dispose d'aucun médicament. Dans toutes les prisons du Bas-Congo, manger est un casse-tête. Détenus et prisonniers bénéficient parfois de la générosité des églises. La délégation conduite par la vice-ministre a aussi visité la prison et cachots de Kasangulu ainsi que la prison centrale de Matadi.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorités civiles locales, Commandement de la PNC et des FARDC...]

a) Gouvernement National et Gouvernement Provincial

Matadi, 10-11 novembre : atelier de renforcement des capacités des agents et fonctionnaires des services publics du Bas-Congo sur les systèmes internationaux de promotion et protection des droits de l'homme

Cet atelier a regroupé les acteurs étatiques et non étatiques. La Société Civile a été représentée par quelques-uns de ses teams leaders ainsi que des délégués du RRSSJ. Des exposés sur les droits de l'homme ont été développés par différents orateurs abordant un aspect ou un autre, notamment les aspects internationaux et contextuels de droits de l'homme ; l'application de ses droits en RD Congo travers la justice militaire ainsi que l'approche policière dans le respect de droits humains comme une de règles consacrées dans la philosophie de la Police de Proximité.



*Une vue partielle des participants à l'atelier sur la promotion et la protection des droits de l'homme
[Photo RRSSJ]*

A l'issue de cet atelier de renforcement des capacités des agents et fonctionnaires des services publics du Bas-Congo sur les systèmes nationaux et internationaux de promotion et protection des droits de l'homme, il a été retenu 12 causes et 8 remèdes de la non observance des droits de l'homme dans l'administration publique dans la province du Bas-Congo.

Parmi les causes, on relèvera entre autres :

L'ignorance des textes légaux, l'absence des formations et recyclages des Cadres, les Salaires insignifiants, La Politisation de l'administration publique, le Non-respect des droits reconnus aux Fonctionnaires, Le laxisme, la Mauvaise gouvernance, le Manque de matériels et outils nécessaires pour le travail, La déconsidération des agents et Fonctionnaires par les autorités politico-administratives provinciales, La pauvreté, Les inégalités sociales ainsi que le manque d'amélioration de l'appui financier de l'Etat pour le fonctionnement des services publics (logistiques,) ; la liste étant indicative.

Comme remèdes proposés, il a été ce qui suit :

L'Etat doit respecter la dignité humaine en améliorant les conditions de vie et du travail du Fonctionnaire (Salaire, soins médicaux et soins de santé, logement, transport, frais funéraires, ...), il faudrait mettre en place les moyens logistiques pour faciliter le bon fonctionnement des Services Publics, penser au recyclage des agents et Fonctionnaires de l'Etat en matière des droits de l'homme, sensibiliser les Agents et Fonctionnaires de l'Etat par la vulgarisation des textes légaux relatifs aux droits de l'homme, respecter les dispositions statutaires encore en vigueur, il faudrait éviter la discrimination, la politisation et l'injustice dans l'Administration, instaurer la culture de la méritocratie et sanction dans le recrutement des Agents et Fonctionnaires de l'Etat, honorer les Agents et Fonctionnaires éligibles à la retraite et rajeunir l'Administration Publique.

b) Réforme de la Police Nationale Congolaise

- ✧ Le Commissaire Provincial de la PNC/Bas-Congo, Philémon-Patience MUSHID Yav a appelé la population à sceller le mariage avec la PNC comme partenaire privilégié et en dénonçant les suspects. Ces voleurs ont été déférés devant les instances judiciaires pour répondre de leur forfait, a conclu la même source.

c) Réforme de l'Armée

- 👉 27 novembre, Base Militaire de Kitona : plus de 350 nouveaux officiers des Forces Armées de la RDC ont prêté serment, devant le Président Joseph KABILA.
Ces officiers ont suivi leur formation à l'Académie Militaire de Tanzanie.
- 👉 22 novembre, Matadi : le Chef d'État-major Général des FARDC a conféré avec le nouveau Commandement de la 12^{ème} Région Militaire
Arrivé à Matadi le 21 novembre dans la soirée, accompagné d'une forte délégation et en route pour la Base Militaire de Muanda où il a l'habitude de se rendre, dans le cadre de ses fonctions républicaines, Didier Etumba, le Chef d'État-major Général des FARDC, a tenu une réunion de travail très importante avec le nouveau commandement militaire de la 12^{ème} Région militaire depuis sa nomination en septembre dernier. La rencontre a permis de donner des instructions et des consignes à la hiérarchie militaire nouvellement mise en place.
Pour rappel, le Général Jonas PADIRI, nouveau commandant de la 2^{ème} Région Militaire, a remplacé le Général-major Vainqueur MAYALA Nkiama, dans le cadre d'un changement qui s'est opéré sur la récente mise en place au sein des FARDC.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

a) Interaction du RRSSJ provincial avec les acteurs étatiques [Partage régulier d'informations, actions de plaidoyer et lobbying]

- La Coordination Provinciale du RRSSJ Bas Congo a maintenu ses contacts formels et informels avec toute la hiérarchie provinciale de l'Armée et de la Police. Particulièrement pour ce mois de novembre, des contacts ont commencé avec la Justice Militaire dans la perspective de l'interaction avec cette branche dans le prochain programme du RRSSJ.

b) Travail de terrain avec les communautés de base [sensibilisation, formation, monitoring, mobilisation communautaire...]

- Matadi, 15 novembre, Place Crépin Crapo, Commune de Nanza : rencontre d'évaluation du processus de consolidation de la Dynamique Communautaire, entre les structures de coaching, le RRSSJ Bas-Congo, le partenaire Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR ainsi que les champions Dynamique Communautaire de la Commune de Nanza.

Le constat est que la prise en compte du processus, mieux son appropriation a encore plusieurs étapes à franchir. Le travail de Zones Communautaires est encore à consolider et à harmoniser par les structures de coaching et de supervision.

c) Implication et rôle des médias dans la mise en œuvre des activités de terrain

La RTNC/Bas-Congo ainsi que les autres médias, continuent de diffuser les émissions sur la Dynamique Communautaire pour consacrer l'appropriation du processus de la réforme par la population. Il sied de signaler le grand travail des différents médias dans le reportage de différentes activités liées à la réforme du côté de la police comme celui de l'Armée ; notamment les articles publiés dans les différents journaux locaux.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

a) Réforme du secteur de sécurité

Le travail des Groupes Diagnostic Local de Sécurité (DLS) dans les trois Communes de la ville de Matadi continuent leur séance de travail pour traduire les aspirations des communautés de base, en matière de sécurité. L'étape qui reste est celle de la publication des dits rapports.

b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 (2013)

Au cours de ce mois de novembre 2014, une autre séance de travail a eu lieu au sein du bureau de la coordination du RRSSJ BC pour examiner davantage le deuxième rapport du Groupe de travail de la Société Civile sur l'état d'avancement de l'Accord-cadre en vue de préparer la présentation de ce rapport aux acteurs étatiques prévue pour le mois de décembre 2014.

c) Autres

Les questions sociales et professionnelles des policiers et autres prestataires du secteur de sécurité restent toujours la préoccupation majeure pour la réussite du processus en cours. Elle devrait maintenant être une préoccupation urgente à ce moment où le financement du programme SSAPR est suspendu pour des raisons d'éclaircissement par le gouvernement congolais de l'opération « LIKOFI ».

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

- ⇒ La population soucieuse de l'aboutissement du processus de la réforme, s'investit de plus en plus dans les différents cadres de concertation pour susciter plus de redevabilité de la part des acteurs étatiques ;
- ⇒ La participation massive des membres du RRSSJ Bas-Congo à l'atelier de renforcement des capacités des agents et fonctionnaires des services publics du Bas Congo sur les systèmes internationaux de promotion et protection des droits de l'homme du 10 au 11 novembre à Matadi, organisé par le ministère de la Justice et des droits humains, en collaboration avec la MONUSCO ;
- ⇒ L'élaboration du rapport mensuel de novembre 2014 du RRSSJ Bas-Congo, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet RRSSJ-ECI.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

- a) La fidélisation de la population dans les actions visant l'appropriation ;
- b) Une large campagne de vulgarisation de l'Accord-cadre et la Résolution 2098 et de sensibilisation auprès de différentes parties prenantes ;
- c) Echanger avec la hiérarchie de la PNC pour étudier, avec la Société Civile, les nouvelles stratégies de la mise en œuvre de la Police de Proximité, dans cette phase de suspension de l'appui au programme SSAPR.

4.2. Les défis à relever au mois suivant

- a) Organiser une séance de présentation du deuxième rapport du Groupe de Travail sur l'état d'avancement de l'Accord-cadre aux différentes parties prenantes ;
- b) Faire un plaidoyer auprès du Gouvernement Provincial pour son appui au fonctionnement des Commissariats et sous-commissariats de Matadi.

4.2. Les recommandations-majeures

a) A l'Assemblée Provinciale :

- Que l'Assemblée Provinciale ne puisse nullement ignorer de se pencher sur toutes les questions d'intérêt sécuritaire à travers toute la province.

b) Au Gouvernement provincial :

- Que le Gouvernement Provincial cherche des voies et moyens pour trouver une solution palliative aux conditions sociales des policiers et autres prestataires des services de sécurité.

c) A la Police :

Que la Police collabore davantage avec la population pour trouver des solutions durables contre la montée du « Phénomène Kuluna », dans le Bas-Congo, en général et à Matadi, en particulier.

Fait à Matadi, le 29 novembre 2014

Pour le RRSSJ/Bas-Congo,

Le Bureau de Coordination Provinciale